



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration - Soixante-neuvième session**  
Rome, 3-4 mai 2000

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR UN PROJET DE

**DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE**

EN FAVEUR DE

**L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST-AFRICAINE (UEMOA)**

POUR

**APPUYER DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES RÉGIONALES**



## TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	iii
I. GÉNÉRALITÉS	1
II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA	1
III. LE PROGRAMME PROPOSÉ	2
IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES PRÉVUS	2
V. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION	3
VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME	4
VII. RECOMMANDATION	5
APPENDICE LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	1





## SIGLES ET ACRONYMES

AMTA	Programme de formation à la gestion agricole pour l'Afrique
CCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
CD	Comité directeur
FIDAFRIQUE	Réseau d'information reliant les projets financés par le FIDA en Afrique occidentale et centrale
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
OIG	Organisation intergouvernementale
PTBA	Programme de travail et budget annuel
S&E	Suivi et évaluation
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR UN PROJET DE**  
**DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN FAVEUR DE**  
**L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST-AFRICAINE (UEMOA)**  
**POUR**  
**APPUYER DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES RÉGIONALES**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don d'assistance technique en faveur de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) pour appuyer des organisations intergouvernementales régionales, d'un montant de 500 000 USD pour une période de trois ans.

## **I. GÉNÉRALITÉS**

1. Les économies des pays d'Afrique de l'Ouest se caractérisent par leur forte dépendance à l'égard de l'agriculture, jointe à la permanence du risque climatique, à la menace d'épuisement des ressources naturelles, à la fragilité des structures et des institutions socio-économiques, et enfin à l'étroitesse des marchés. Ces contraintes qui freinent le développement économique appellent une action concertée aux niveaux sous-régional et régional, visant en particulier le secteur agricole et les zones rurales. Diverses organisations intergouvernementales régionales et sous-régionales (OIG) ont été créées en vue d'assurer la promotion de la collaboration intrarégionale, l'harmonisation des politiques et le renforcement des liens économiques entre les pays membres. Toutes ces organisations ont leur propre mandat et une compétence géographique bien définie, mais leurs activités se chevauchent souvent, en particulier lorsque leur action porte sur les mêmes zones et les mêmes groupes. Il en résulte fréquemment des doubles emplois et une affectation inefficace des contributions des États membres et des donateurs.

2. Conscient de la nécessité de resserrer la collaboration entre les OIG de la région, le FIDA a apporté son appui à certaines d'entre elles<sup>1</sup> en organisant une réunion de coordination chargée d'examiner leurs mandats, activités et programmes futurs respectifs. En conséquence de quoi, les OIG intéressées ont décidé d'établir un programme de travail commun relatif au secteur agricole et aux zones rurales, de s'efforcer de mieux répartir les tâches de manière à éviter les doubles emplois et d'harmoniser leurs contacts avec la communauté des donateurs.

## **II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA**

3. L'inventaire des mandats, des programmes en cours et des contacts avec les principales OIG qui s'occupent du secteur agricole (y compris l'élevage, la pêche, etc.) en Afrique de l'Ouest fait apparaître une similitude générale d'objectifs, de méthodes et de sources de financement. Les principaux objectifs de développement des OIG et de leurs états membres comprennent la lutte contre la pauvreté rurale, l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'augmentation des revenus ruraux, la

---

<sup>1</sup> Conférence des Ministres de l'agriculture des pays d'Afrique occidentale et centrale.  
Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel  
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest  
Centre régional africain pour la technologie  
UEMOA



gestion durable des ressources naturelles et le renforcement de la compétitivité des produits agricoles. Pour atteindre ces objectifs, les organisations régionales élaborent, indépendamment les unes des autres, leurs propres plans d'action ainsi que les propositions de projets/programmes spécifiques, qu'elles soumettent aux donateurs potentiels en vue d'en obtenir le financement. Ce processus est source de chevauchements constants, de doubles emplois et d'une raréfaction des ressources disponibles. La seule manière de surmonter ces contraintes avec quelque efficacité est d'instaurer une étroite coordination, à la fois entre les organisations et avec la communauté des donateurs.

4. Le présent programme répond aux besoins de coordination et a pour objet d'aider les OIG intéressées à mettre en place un mécanisme permettant d'instaurer efficacement cette coordination et à fournir les moyens conceptuels, logistiques et financiers nécessaires. Par l'appui qu'il apporterait à ce programme, le FIDA pourrait bénéficier d'un cadre régional pour remplir son propre mandat qui est de réduire la pauvreté rurale et d'accroître la production vivrière. Les activités financées par ce don d'assistance technique renforceront le cadre institutionnel et politique dans lequel le FIDA réalise ses investissements dans le pays et compléterait d'autres activités qu'il finance, par exemple l'appui à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD).

### **III. LE PROGRAMME PROPOSÉ**

5. Dans le cadre de l'objectif général consistant à promouvoir la réduction de la pauvreté rurale<sup>2</sup> par une plus grande efficacité en matière d'élaboration des programmes et de mobilisation des ressources, le soutien envisagé constituera une première étape vers l'harmonisation et la coordination des interventions des ONG et des donateurs au niveau régional grâce à l'attribution de responsabilités de coordination aux OIG participantes, à l'élaboration de programmes sous-sectoriels communs et à la mise en oeuvre d'activités sélectionnées sur le terrain. Ce soutien contribuera aussi à mettre en place et à expérimenter un mécanisme de coordination qui facilitera la participation à ce processus d'un nombre progressivement croissant d'autres donateurs intéressés. Pour atteindre ces objectifs, le programme prévoit les activités suivantes aux trois niveaux principaux ci-après: a) coordination des activités de programme au niveau des OIG coordonnatrices (y compris l'organisation de réunions de consultation; l'administration des fonds accordés au titre du don d'assistance technique, le suivi et l'évaluation (S&E) du programme d'ensemble; b) planification et exécution des activités au niveau de chaque OIG (y compris l'élaboration des programmes et projets, l'administration, la surveillance ainsi que le S&E des activités dans leurs zones géographiques respectives; et c) exécution des activités des sous-projets et programmes sur le terrain (y compris la formation, la recherche, les communications, etc.). Ces dernières activités porteront sur les domaines d'intérêt commun des OIG et de leurs états membres, tels que la politique agricole commune, l'intégration régionale, les systèmes d'information et la lutte contre la désertification, etc.

### **IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES PRÉVUS**

6. Les principaux résultats attendus du programme sont les suivants: a) répartition claire des responsabilités de coordination et des tâches entre les OIG participantes (le processus d'attribution des responsabilités entre les OIG est en cours et il sera mené à bien avant le début des activités du programme); b) établissement de programmes sous-sectoriels communs (la planification et le suivi des activités communes seront étayés par des consultations annuelles et des contacts réguliers pendant toute l'année de façon que les intérêts de toutes les parties concernées soient pris en compte et que tous les partenaires bénéficient des programmes régionaux); c) approche coordonnée de l'assistance des donateurs (qui sera assurée par un mécanisme analogue de répartition des tâches de coordination et par des consultations annuelles entre les OIG et les donateurs). Il en résultera des gains d'efficacité immédiats tant pour les OIG que pour la communauté des donateurs, ce qui facilitera à la fois les flux financiers et le S&E des activités régionales de développement. Enfin, et surtout, il permettra de

---

<sup>2</sup> Voir appendice



rationaliser l'affectation des rares ressources aux pays, aux projets/programmes et aux groupes cibles, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif régional qui est de réduire la pauvreté rurale dans la région.

7. Les activités que le FIDA exécute dans les pays membres ouest-africains des OIG participantes tireront un profit à la fois direct et indirect de la meilleure affectation des ressources et de l'harmonisation des politiques régionales et des stratégies d'investissement dans le secteur rural. Les différences, fréquemment constatées dans ces domaines, aussi bien au niveau des pays qu'au sein de la communauté des donateurs, peuvent gravement nuire à l'exécution efficace des projets. En prenant l'initiative du programme envisagé et en lui apportant son soutien, le FIDA pourrait devenir un acteur de premier plan sur la scène (sous)régionale dans le domaine de la politique agricole et il renforcerait ainsi les bases d'une bonne exécution des projets dans la région. S'agissant de l'impact direct du programme au niveau des projets, le FIDA sera mieux placé pour prendre en compte les besoins en matière de formation, de recherche et d'information révélés par ses projets, dans le cadre régional approprié, ce qui permettra de répondre à ces divers besoins en fonction de la demande et d'une façon plus économique. Les programmes régionaux de recherche, de formation et d'information (y compris les programmes de recherche agricole avec la participation du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), les centres nationaux de recherche, le programme de formation à la gestion agricole pour l'Afrique (AMTA), le réseau d'information reliant les projets financés par le FIDA en Afrique occidentale et centrale (FIDAFRIQUE), etc.) exécutés par le FIDA en tireront également profit et celui-ci verra se renforcer son rôle de principal soutien du Comité intergouvernemental des négociations pour l'élaboration de la CCD et du travail de suivi qui s'y rapporte.

## V. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION

8. Le programme, d'une durée de trois ans, sera exécuté par les OIG participantes et coordonné par l'UEMOA, en tant que chef de file des OIG et attributaire du don. Cette fonction sera confiée à l'UEMOA, en raison du rôle central qu'elle joue dans la sous-région, de l'initiative dont elle a fait preuve pour promouvoir la collaboration entre les OIG et des structures administratives dont elle dispose. Les fonds accordés au titre du don d'assistance technique seront versés par tranches annuelles sur un compte de l'UEMOA et pourront être répartis entre les différentes OIG conformément au plan de travail et budget annuel (PTBA) établi d'un commun accord; le versement des tranches suivantes, c'est-à-dire celles des deuxième et troisième années, sera subordonné à la présentation de rapports d'activités et à la justification de la réalisation d'au moins 70% de la tranche de l'année précédente. La vérification de l'utilisation des fonds accordés au titre du don relèvera des activités de vérification générale des comptes des organisations concernées. Les rapports de vérification des comptes seront transmis au FIDA chaque année avant le 30 juin.

9. Un Comité directeur (CD), composé de représentants des OIG participantes, sera chargé de donner des orientations en matière de politique et d'approuver les PTBA. La présidence du CD sera assurée par roulement entre les OIG, et des représentants du FIDA (et de tout autre donateur qui pourrait participer au programme dans l'avenir) seront invités à participer à ces réunions à titre d'observateur.

10. **Suivi, évaluation et appui technique.** Des fonds seront octroyés à l'UEMOA pour lui permettre d'assurer un suivi léger de l'état d'avancement du programme pendant toute sa durée d'exécution. En outre, un effectif total de six personnes/mois sera fourni pour assurer un appui technique rapproché et régulier aux activités du programme et aider les OIG partenaires à mener à bien son exécution. C'est le FIDA qui sera chargé de ces dernières activités. Une évaluation intérimaire sera conduite de concert par les OIG et le FIDA au cours de la troisième année afin d'évaluer l'impact du programme et d'en tirer des conclusions pour toutes mesures complémentaires futures.

## VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

11. Le coût total du programme est estimé à 620 000 USD, y compris les provisions pour aléas. Sur ce montant, 35,5% seront affectés au “Soutien de la collaboration régionale”, c’est-à-dire l’utilisation et l’administration des fonds, l’élaboration de programmes communs et les réunions de coordination. La majeure partie du budget (64,5%) servira à mettre en pratique la collaboration régionale par l’exécution de projets spécifiques. Le don du FIDA fournira l’essentiel des ressources nécessaires (soit l’équivalent de 500 000 USD), tandis que les OIG participantes apporteront les ressources humaines, la logistique et les structures administratives, pour l’équivalent de 120 000 USD (voir tableau ci-dessous).

### Coût et plan de financement du programme (USD)

CATÉGORIE DE DÉPENSE	DON DU FIDA	CONTRIBUTION DES OIG*	TOTAL
<b>I. Soutien de la collaboration régionale</b>			
Administration des fonds et S&E	15 000	15 000	30 000
Évaluation intérimaire	10 000	5 000	15 000
Établissement d’un programme complémentaire	10 000	5 000	15 000
Appui technique du FIDA	90 000	-	90 000
Réunions annuelles de coordination	45 000	25 000	70 000
<b>Total partiel</b>	<b>170 000</b>	<b>50 000</b>	<b>220 000</b>
<b>II. Exécution des sous-projets</b>			
Politique agricole commune	20 000	5 000	25 000
Marchés régionaux	75 000	15 000	90 000
Recherche et formation	130 000	30 000	160 000
Suivi de la CCD	50 000	10 000	60 000
Systèmes d’information agricole	55 000	10 000	65 000
<b>Total partiel</b>	<b>330 000</b>	<b>70 000</b>	<b>400 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>500 000</b>	<b>120 000</b>	<b>620 000</b>

- en nature

12. Le lancement du processus de collaboration et la mise en place du mécanisme envisagé devraient permettre à d’autres donateurs de participer efficacement au développement de l’Afrique de l’Ouest et ainsi de réorienter les ressources vers les programmes et projets régionaux proposés par le groupe d’OIG. Tout soutien du FIDA à des activités complémentaires au terme de la période initiale de trois ans sera subordonné, entre autres conditions, à la constatation d’un impact positif sur la coordination des donateurs et l’affectation des ressources dans le cadre du nouveau mécanisme.





## VII. RECOMMANDATION

13. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don d'assistance technique proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que, dans le but de financer, en partie, le programme d'appui à des organisations intergouvernementales régionales, d'une durée de trois ans à compter de juillet 2000, le Fonds accordera un don d'un montant ne dépassant pas cinq cent mille dollars des États-Unis (500 000 USD) à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Fawzi H. Al-Sultan  
le Président

## LOGICAL FRAMEWORK

NARRATIVE SUMMARY	PERFORMANCE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p><b>Project Goals</b></p> <p>1. To reduce rural poverty in West Africa</p>	<p>1. Income in rural areas increased</p>	<p>1. (Sub)regional statistics</p>	<p><b>Goals to Supergoal</b></p> <p>1. Regional programmes address poor rural population</p>
<p><b>Project Purpose</b></p> <p>Close IGO collaboration in programme development and resource mobilization</p>	<p>1. Synergetic interventions at the (sub)regional level, with increased positive impact on rural populations</p>	<p>1. IGOs' progress reports</p> <p>2. Evaluation mission reports</p>	<p><b>Purpose to Goal</b></p> <p>Other donors join the common effort</p>
<p><b>Project Outputs</b></p> <p>1. Allocation of focal point responsibilities among IGOs</p> <p>2. Development of common subsector programmes</p> <p>3. Coordinated approach to donor assistance</p> <p>4. Implementation of selected (sub)regional activities</p>	<p>1. Agreement confirmed by mid-2000</p> <p>2. Agreement reached annually on common programme development</p> <p>3. Annual harmonization of budgetary requirements</p> <p>4. Completion of activities</p>	<p>1. Report of coordination meetings</p> <p>2. Programme Documents</p> <p>3. Budget documents and proposed financing plans</p> <p>4. Progress reports</p>	<p><b>Output to Purpose</b></p> <p>1. IGOs collaborate with coordinating IGO (UEMOA)</p> <p>2. Human resources available in IGOs for programme and budget preparation</p> <p>3. Donor interest in principle confirmed</p>
<p><b>Project Activities</b></p> <p>1. Coordination meetings</p> <p>2. Programme design</p> <p>3. Training and research</p> <p>4. Communication</p>	<p><b>Inputs</b></p> <p>1. IGO staff resources Consultants Travel Communication Report production</p>	<p>1. Follow up by IFAD</p>	<p><b>Activity to Output</b></p> <p>1. No delays in flow of funds</p>

